



Page du journal "Le patriote illustré" de juin 1939, relatant "l'odyssée des neufs cent et sept juifs errants du "Saint-Louis" avec 4 photographies et texte



Numéro d'inventaire : 18216

Titre : Page du journal "Le patriote illustré" de juin 1939, relatant "l'odyssée des neufs cent et sept juifs errants du "Saint-Louis" avec 4 photographies et texte

Dénomination contrôlée : Document

Désignation de l'objet : Page du journal "Le patriote illustré" de juin 1939, relatant "l'odyssée des neufs cent et sept juifs errants du "Saint-Louis" avec 4 photographies et texte. Les reproductions photographiques de la page montrent en haut le paquebot dans le port d'Anvers, avec un gendarme belge qui se tourne vers le photographe sur le quai. Les passagers débarqués sur le quai d'Anvers tenant leur bagages et une mère poussant une poussette. Deux enfants vu à travers un hublot du bateau. Les passagers sur le pont du bateau heureux de pouvoir enfin accoster lèvent leur bras en l'air.

Matériaux : papier, encre

Techniques : impression

Dimensions : 36,0 cm x 25,0 cm

Mode d'acquisition : achat

Source de l'acquisition :

Personnes/Organisations liées :

Datation (période) :

Date de production : June 1939

Provenance géographique : Belgique, Anvers

Provenance géographique :

Informations historiques : L'hostilité envers les immigrants intensifiait l'antisémitisme et la



xénophobie. La question de l'immigration était montée en épingle dans les publications et les manifestations des agents de l'Allemagne nazie et des mouvements cubains de droite, pour qui les arrivants juifs étaient des communistes. Deux journaux en particulier — le *Diario de la Marina* de l'influente famille Rivero et *Avance*, que dirigeait la famille Zayas — avaient soutenu le chef fasciste Francisco Franco, qui, après une guerre civile de 3 ans, avait renversé la république espagnole au printemps 1939 avec l'aide de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste. Les nouvelles de l'arrivée imminente du *Saint-Louis* provoquèrent une manifestation à La Havane le 8 mai, cinq jours avant que le paquebot ne quitte Hambourg. Ce rassemblement, le plus grand rassemblement antisémite de l'histoire cubaine, était organisé par l'ancien président Grau San Martín. Son porte-parole, Primitivo Rodríguez, recommanda vivement aux Cubains « de lutter contre les Juifs jusqu'à ce que le dernier d'entre eux soit chassé ». La manifestation attira 40 000 participants et fut suivie par des milliers d'auditeurs à la radio. Lorsque le *Saint-Louis* arriva au port de La Havane le 27 mai, le gouvernement cubain ne permit qu'à 28 passagers de débarquer : 22 Juifs munis de visas pour les États-Unis, et six (4 Espagnols et 2 ressortissants cubains) avec des documents d'entrée en règle. Une personne fut évacuée vers un hôpital de La Havane après une tentative de suicide, et une autre était décédée de mort naturelle au cours du voyage. Les 908 autres — dont un qui n'était pas réfugié et un homme d'affaires juif hongrois — étaient en attente d'un visa et ne possédaient que le certificat de transit cubain accordé par Gonzalez. Parmi eux, 743 avaient demandé à entrer aux États-Unis. Le gouvernement cubain s'opposa à ce que quiconque quitte le paquebot. Après ce rejet des passagers du *Saint-Louis*, la presse livra l'événement à des millions de lecteurs, de l'Europe aux Amériques, et notamment aux États-Unis. Les journaux y présentaient la situation avec une grande compassion, mais les journalistes américains furent peu nombreux à proposer que les réfugiés soient autorisés sur leur sol. Le 28 mai, le lendemain de l'arrivée du *Saint-Louis* à La Havane, Lawrence Berenson, un avocat auprès du Joint Distribution Committee (JDC), une organisation caritative juive américaine, se rendit à Cuba pour représenter les passagers du bateau. Berenson avait été le président de la Chambre de commerce cubano-américaine et avait beaucoup travaillé sur l'île. Il rencontra le président Bru, mais ne put le persuader d'autoriser les passagers à débarquer. Le 2 juin, Bru donna l'ordre au *Saint-Louis* de quitter les eaux territoriales cubaines. Alors que celui-ci faisait route vers Miami, lentement, les négociations se poursuivirent. Le président offrit de laisser entrer les passagers si le JDC versait une caution de 453 500 \$ (soit 500 \$ par personne). Il rejeta la contre-proposition de Berenson, puis rompit les négociations. Lorsqu'ils longèrent les côtes de Floride, si près qu'ils pouvaient voir les lumières de Miami, des passagers envoyèrent un câble au président Franklin D. Roosevelt lui demandant de leur accorder l'asile. Ils ne reçurent aucune réponse. Le département d'État et la Maison-Blanche avaient déjà choisi d'éviter toute mesure exceptionnelle pour les laisser entrer aux États-Unis. Selon un télégramme du département d'État envoyé à un passager, ils devaient « attendre leur tour sur la liste et remplir les conditions requises pour obtenir des visas d'immigration avant d'être admissibles aux États-Unis. » Des diplomates américains à La Havane redemandèrent au gouvernement cubain de laisser entrer les passagers pour raison « humanitaire », en vain. Les quotas établis par la loi sur l'immigration de 1924 imposaient des limites strictes quant au nombre d'immigrants pouvant être admis chaque année par les États-Unis. En 1939, le quota pour l'Allemagne et l'Autriche était fixé à 27 370 et fut rapidement atteint. Il y avait même une liste d'attente d'au moins plusieurs années. On n'aurait pu accorder des visas aux passagers du *Saint-Louis* qu'en les refusant à des milliers de Juifs allemands plus hauts sur la liste. L'opinion publique américaine, bien qu'apparemment compatissante vis-à-vis de la difficile situation des réfugiés et critique envers la politique de Hitler, n'en soutenait pas moins les restrictions à l'immigration. La Grande Dépression avait laissé des millions d'Américains au chômage, qui craignaient toute concurrence face aux rares emplois disponibles. Elle alimentait aussi l'antisémitisme, la



xénophobie, l'hostilité envers les immigrants et l'isolationnisme. Un sondage de l'époque effectué par le magazine Fortune indiquait que 83% des Américains étaient opposés à un allègement des restrictions. Roosevelt aurait pu publier un décret autorisant les réfugiés du Saint-Louis à entrer aux États-Unis. Les considérations politiques contre ce choix exceptionnel pour une cause impopulaire étaient multiples : l'hostilité de la population, l'avancée républicaine aux élections du Congrès en 1938, et un possible troisième mandat de président, inédit. Peu de politiciens étaient enclins à défier l'état d'esprit de la nation sur les questions d'immigration. Trois mois après le départ du Saint-Louis, le Congrès américain, au Sénat comme à la Chambre des représentants, enterra le projet de loi du sénateur Robert Wagner (démocrate de New York) et de la députée Édith Rogers (républicaine du Massachusetts). Il aurait permis d'ajouter 20 000 enfants juifs d'Allemagne au quota existant. En mai 1939, deux bateaux, plus petits que le Saint-Louis, arrivèrent à Cuba avec des réfugiés juifs à leur bord. Sur le bateau français, la Flandre, se trouvaient 104 passagers ; l'Orduña, vaisseau britannique, en amenait 72. Eux non plus ne purent débarquer. La Flandre retourna à son port de départ en France, et l'Orduña poursuivit sa route vers le sud, jusqu'à trouver un port d'accueil à Panama, dans la zone du canal sous contrôle américain. Au bout du compte, les États-Unis ne permirent à aucun passager d'entrer sur leur territoire.